

**MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE****Arrêté du 13 octobre 1989 modifiant l'arrêté du 27 janvier 1981 relatif à l'emploi des bouteilles forgées de construction ancienne**

NOR : INDD8900794A

Le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire,
Vu le décret du 18 janvier 1943 modifié portant règlement sur les appareils à pression de gaz, notamment son article 8 ;
Vu l'arrêté du 23 juillet 1943 modifié pris pour son application ;
Vu l'arrêté du 27 janvier 1981 relatif à l'emploi des bouteilles forgées de construction ancienne ;
Vu l'avis en date du 3 octobre 1989 de la commission centrale des appareils à pression (section permanente générale) ;
Après consultation de la chambre syndicale nationale des fabricants de gaz comprimés, liquéfiés ou dissous et de la chambre syndicale française des industries de l'anhydride carbonique ;
Sur la proposition du directeur général de l'industrie,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Les titres I et II de l'arrêté du 27 janvier 1981 sont modifiés comme suit :

« TITRE I^{er} »

« Dispositions générales »

« Art. 2. - Est interdit le remplissage des bouteilles qui ne portent pas la marque de leur année de fabrication.

« Art. 3. - Est interdit le remplissage des bouteilles qui ne portent pas la marque de leur constructeur.

« TITRE II »

« Bouteilles en acier »

« Art. 4. - Est interdit le remplissage des bouteilles de fabrication américaine, dites « République française ».

« Art. 5. - A. - Bouteilles fabriquées antérieurement à l'année 1940.

« § 1. - Est interdit le remplissage d'une bouteille fabriquée antérieurement à l'année 1940 :

- « - si elle n'est pas visée au paragraphe 2 ci-après ;
- « - si elle est utilisée à l'emmagasinage du dioxyde de carbone et si, au moment du remplissage, la température du gaz est inférieure à 0 °C.

« § 2. - Le remplissage d'une bouteille fabriquée antérieurement à l'année 1940 et non visée par l'article 4 ou le deuxième tiret du paragraphe 1 ci-dessus n'est autorisé que jusqu'à l'expiration du délai de validité de la dernière épreuve exécutée avant :

« a) Le 1^{er} janvier 1990, si la bouteille entre dans l'une des catégories ci-après :

- « Fabrication Brunot-Valette, postérieure à l'année 1905 ;
- « Fabrication Escout-et-Meuse, postérieure à l'année 1911 ;
- « Fabrication A.T.S. (Aciéries et usine à tubes de la Sarre), postérieure à l'année 1926 ;
- « Fabrication L.M.A. (Louvroil-Montbard-Aulnoye), postérieure à l'année 1934.

« b) Le 1^{er} janvier 1992, si la bouteille est utilisée à l'emmagasinage du dioxyde de carbone et répond aux conditions suivantes :

- « - la pression maximale en service n'excède pas 140 bars ;
- « - la marque de service prescrite par l'article 10 (§ 1^{er}, d) de l'arrêté du 23 juillet 1943 susvisé en ce qui concerne la charge maximale est en accord avec cette limitation.

« c) Le 1^{er} janvier 1993, si la bouteille entre dans l'une des catégories visées au point a ci-dessus et si elle est utilisée soit à l'emmagasinage de dioxyde de carbone, soit à poste fixe ou en cadre.

« B. - Bouteilles fabriquées de l'année 1940 à l'année 1950 :

« Le remplissage d'une bouteille fabriquée de l'année 1940 à l'année 1950 n'est autorisé que jusqu'à l'expiration du délai de validité de la dernière épreuve exécutée avant :

- « a) Le 1^{er} janvier 1995, si la bouteille est utilisée soit à l'emmagasinage du dioxyde de carbone, soit à poste fixe ou en cadre ;
- « b) Le 1^{er} janvier 1990 dans les autres cas. »

Art. 2. - Le directeur général de l'industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 octobre 1989.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement
du directeur général de l'industrie :
L'ingénieur général des mines,
A.-C. LACOSTE

Arrêté du 16 octobre 1989 portant déclaration d'utilité publique d'ouvrages d'énergie électrique

NOR : INDG8900813A

Par arrêté du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire en date du 16 octobre 1989, sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'application des servitudes, les travaux d'établissement, dans le département de la Seine-Maritime, du tronçon souterrain à 225 kV Dieppedalle - Grand-Quevilly de la ligne électrique à 2 circuits 225 kV Grand-Quevilly - La Vaupalière.

Arrêté du 18 octobre 1989 autorisant la chambre de commerce et d'industrie du Morbihan à recourir à l'emprunt

NOR : INDZ8900811A

Le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire et le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat,

Vu la loi du 9 avril 1898 modifiée sur les chambres de commerce et d'industrie ;

Vu la délibération de la chambre de commerce et d'industrie du Morbihan en date du 3 février 1989 ;

Vu l'avis du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction générale de l'aviation civile) en date du 25 septembre 1989,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - La chambre de commerce et d'industrie du Morbihan est autorisée à contracter un emprunt de 6 000 000 F en vue de financer des travaux à l'aéroport de Lorient - Lann-Bihoué au titre de 1989.

L'amortissement de cet emprunt, qui pourra être remboursé par anticipation, s'effectuera dans un délai maximum de vingt ans.

Le service d'intérêt et d'amortissement de cet emprunt sera couvert par les recettes du service géré.

Art. 2. - Le sous-directeur des chambres de commerce et d'industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 octobre 1989.

Le ministre de l'industrie
et de l'aménagement du territoire,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur
général de l'industrie :
Le sous-directeur,
E. ROBIN

Le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie
et de l'aménagement du territoire,
chargé du commerce et de l'artisanat,
Pour le ministre et par délégation :
Le sous-directeur des chambres
de commerce et d'industrie,
E. ROBIN